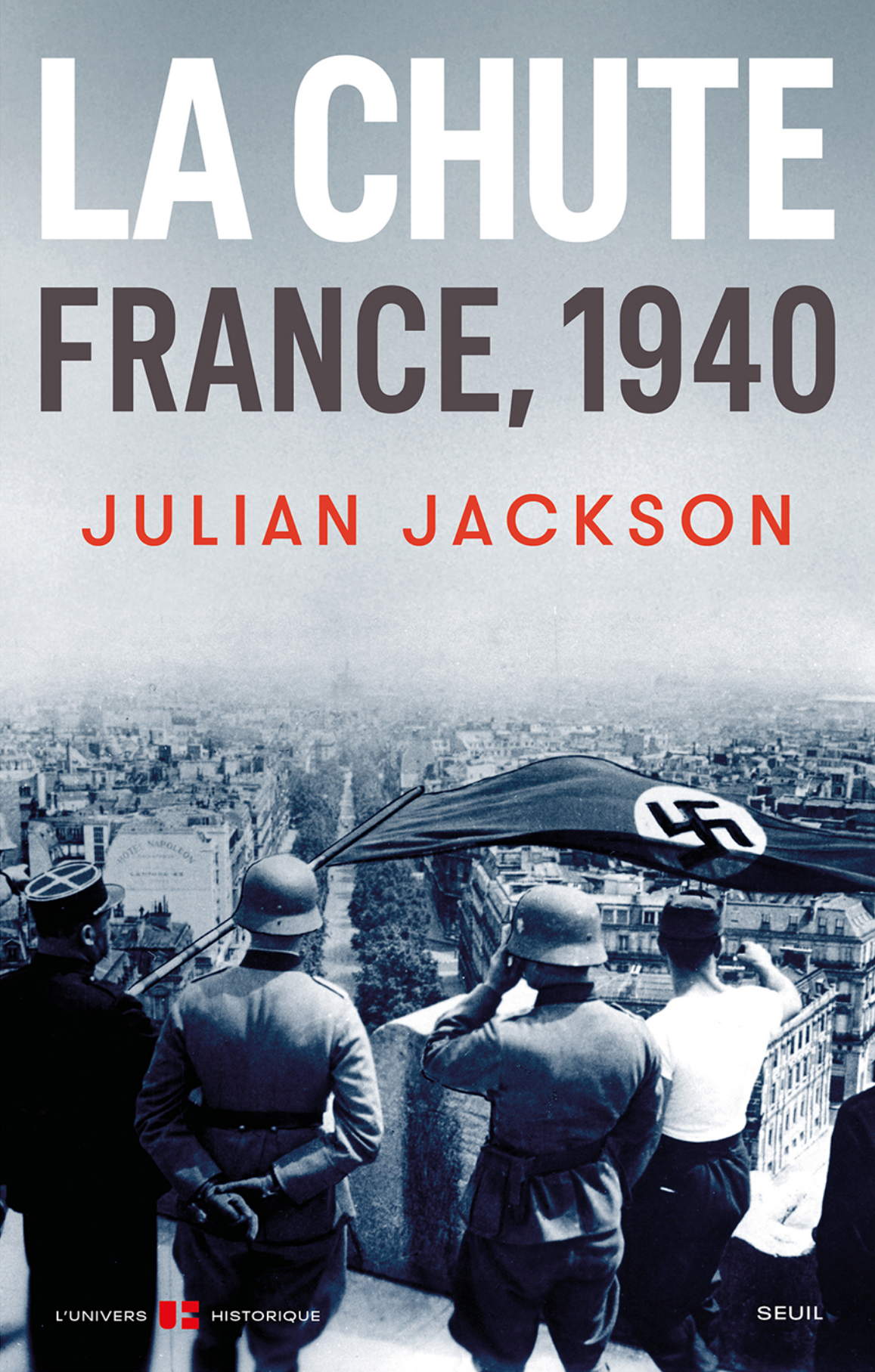
LA CHUTE

FRANCE, 1940

JULIAN JACKSON



L'UNIVERS HISTORIQUE

SEUIL

La Chute

Du même auteur

Arcadie
La vie homosexuelle en France, de l'après-guerre à la dépénalisation
Autrement, 2009

La France sous l'Occupation
1940-1944
Flammarion, 2019

De Gaulle
Une certaine idée de la France
Seuil, 2019
et « Points Histoire » nº 576, 2021

Le Procès Pétain
Vichy face à ses juges
Seuil, 2024
et « Points Histoire » nº 641, 2025

JULIAN JACKSON

La Chute

France, 1940

TRADUIT DE L'ANGLAIS (ROYAUME-UNI)
PAR SOUAD DEGACHI ET MAXIME SHELLEDY

ÉDITIONS DU SEUIL
*57, rue Gaston-Tessier, Paris XIX^e^*

Ce livre est publié dans la collection
L'UNIVERS HISTORIQUE
fondée par Jacques Julliard et Michel Winock
et dirigée par Patrick Boucheron et Paulin Ismard.

Titre original : *The Fall of France*
The Nazi Invasion of 1940
Éditeur original : Oxford University Press
© Julian Jackson 2003
The author has asserted his moral rights
All rights reserved
ISBN original : 978-0-19-280550-8

ISBN 978-2-02-162809-8

© Éditions du Seuil, septembre 2026, pour la traduction française

This translation is published by arrangement with Oxford University Press

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. Ce livre ne peut être reproduit ni utilisé à des fins d'entraînement de systèmes d'intelligence artificielle. La fouille de textes et de données est interdite conformément à l'article 4(3) de la directive (UE) 2019/790.

www.seuil.com

À Douglas

Brève chronologie

1934

6 février : émeutes de Stavisky à Paris

1935

11-14 avril : Conférence de Stresa
18 juin : Traité naval germano-britannique
2 octobre : invasion italienne de l'Éthiopie

1936

7 mars : l'Allemagne réoccupe la Rhénanie
3 mai : le Front populaire remporte les élections françaises
Septembre : adoption du programme de réarmement français
14 octobre : la Belgique met fin à son alliance militaire avec la France

1938

10 avril : Daladier devient président du Conseil
28-30 septembre : signature des accords de Munich
30 novembre : grève générale contre l'abrogation de la semaine de 40 heures

1939

15-16 mars : l'Allemagne occupe le reste de la Tchécoslovaquie
31 mars : la France et la Grande-Bretagne garantissent l'intégrité de la Pologne
23 août : pacte de non-agression germano-soviétique
3 septembre : la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne
30 novembre : invasion soviétique de la Finlande

1940

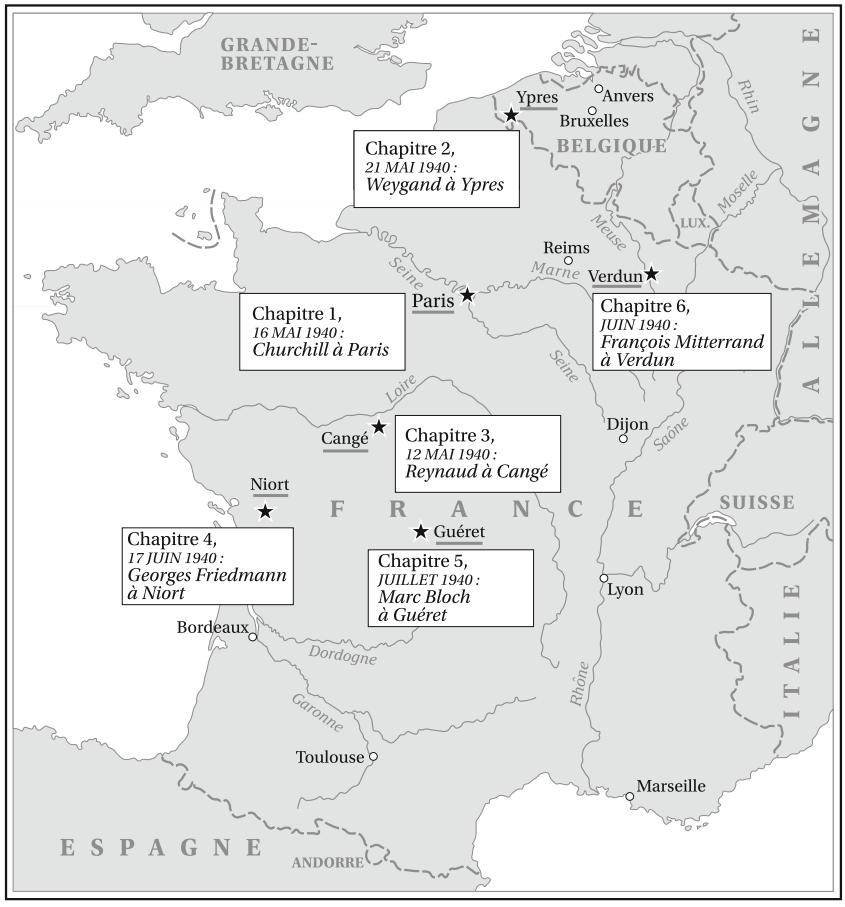
10 janvier : incident de Mechelen
12 mars : armistice soviéto-finlandais
9 avril : l'Allemagne envahit la Norvège

10 mai : l'Allemagne envahit les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg
13 mai : les troupes allemandes franchissent la Meuse à Sedan
15 mai : les forces anglo-françaises présentes en Belgique entament leur retraite
16 mai : Churchill à Paris
18 mai : Reynaud remanie le gouvernement et y fait entrer Pétain
19 mai : Weygand remplace Gamelin au poste de commandant en chef
20 mai : les troupes allemandes atteignent la Manche à Abbeville
21 mai : Weygand se rend à Ypres
22 mai : les dirigeants français et britanniques acceptent le « plan Weygand »
25 mai : première mention de l'armistice au Cabinet de guerre français
26 mai : Reynaud se rend à Londres ; Gort décide de se replier vers la Manche
28 mai : capitulation de la Belgique
26 mai-4 juin : évacuation de Dunkerque
5 juin : Reynaud remanie le gouvernement ; départ de Daladier et arrivée de De Gaulle
5-7 juin : l'armée allemande perce la ligne Somme/Aisne
10 juin : le gouvernement français quitte Paris ; l'Italie déclare la guerre à la France
12 juin : Weygand demande au gouvernement de solliciter un armistice
13 juin : dernière réunion du Conseil interallié à Tours
14 juin : les troupes allemandes entrent dans Paris ; le gouvernement français part à Bordeaux
15 juin : Chautemps propose que le gouvernement demande les conditions d'un armistice
16 juin : proposition d'union franco-britannique ; Reynaud démissionne ; Pétain devient président du Conseil
17 juin : discours radiophonique de Pétain annonçant la nécessité d'un armistice
22 juin : signature de l'armistice franco-allemand

Abréviations

AASF	*Advanced Air Striking Force* (Force de frappe avancée)
CEB	Corps expéditionnaire britannique
CGT	Confédération générale du travail
DCR	Division cuirassée de réserve
DI	Division d'infanterie
DIM	Division d'infanterie motorisée
DLM	Division légère mécanique
RI	Régiment d'infanterie
RPF	Rassemblement du peuple français

Carte I. La France en 1940



Introduction

Janvier 1940. Après une visite en France, Sir Edmund Ironside, chef d'état-major impérial de l'armée britannique, résumait ses impressions sur l'armée française :

> Je dois dire que je n'ai rien vu qui péchait, de prime abord. Les généraux sont tous des hommes d'expérience, même s'ils sont un peu âgés, de notre point de vue. Aucun d'entre eux ne semblait manquer de confiance. Aucun des officiers de liaison n'a signalé avoir constaté de baisse de moral liée à la longue attente qu'ils ont vécue, après l'effervescence de la mobilisation. Je me dis, quant à moi, qu'il faudra attendre le premier affrontement pour nous prononcer avec certitude. En 1914, de nombreux officiers et soldats ont failli, mais le vieux Joffre a géré la situation avec une grande fermeté. Lorsqu'elle aura lieu, la Blitzkrieg nous permettra-t-elle de rectifier le tir, si la même chose se reproduit ? Je dois avouer que je n'en sais rien. Mais je me dis que nous devons avoir confiance en l'armée française. C'est la seule chose en laquelle nous pouvons avoir confiance. Notre armée est peu nombreuse, et nous dépendons donc des Français. Nous n'avons plus la même armée formidable qu'en 1914. Tout dépend de l'armée française, et nous ne pouvons rien y faire[1].

Lorsqu'Ironside écrivit ces mots prudents, la France et la Grande-Bretagne étaient déjà en guerre contre l'Allemagne depuis un peu plus de trois mois, mais il n'y avait presque pas eu de combats jusqu'alors. Le plan des Alliés consistait à étrangler l'économie de guerre allemande en imposant un blocus, le temps de renforcer leur propre puissance militaire. Leur intention était de lancer une offensive en 1941 ou 1942, une fois que les

armées britannique et française seraient tout à fait préparées. Si les Allemands attaquaient entre-temps, les Alliés devaient être en mesure de les repousser. La frontière entre la France et l'Allemagne était défendue par les fortifications de la ligne Maginot, mais la frontière française avec la Belgique et le Luxembourg n'était pas protégée. Là, presque tout dépendrait de la qualité de l'armée française.

Le 10 mai, les Allemands lancèrent leur offensive à l'ouest, envahissant les Pays-Bas, la Belgique et la France. Les Pays-Bas capitulèrent au bout de six jours. Le 13 mai, les Allemands réussirent à traverser la Meuse à Sedan et avancèrent en direction de la Manche, menaçant de couper la route aux forces britanniques, françaises et belges alors regroupées en Belgique. Le 28 mai, les Belges capitulèrent. Entre le 26 mai et le 4 juin, la majeure partie des forces britanniques fut évacuée avec succès du port français de Dunkerque, évitant ainsi de tomber aux mains des Allemands. Il ne restait alors pratiquement plus aucune présence militaire britannique sur le continent. Les Allemands pouvaient désormais se diriger vers le sud, au cœur de la France. Ils percèrent les défenses françaises dans l'Aisne et la Somme. Le gouvernement français évacua Paris le 10 juin, et les Allemands arrivèrent dans la capitale quatre jours plus tard. Le 22 juin, le gouvernement français signa un armistice avec l'Allemagne. En seulement six semaines, les Français avaient été vaincus. Ce fut le désastre militaire le plus humiliant de l'histoire de France.

Les interrogations du général Ironside sur l'armée française semblaient avoir trouvé une réponse définitive qui dépassait sans doute ses pires cauchemars. À la mi-juin, un observateur français, emporté par l'énorme vague de personnes fuyant Paris vers le sud pour échapper aux Allemands, rencontra une armée très différente de celle qu'Ironside avait vue cinq mois plus tôt :

> J'ai vu, sans armes, la tête vers le sol, raclant de leurs souliers et parfois de leurs sandales l'herbe des bas-côtés, des fantassins isolés. Évitant un cycliste, frôlant une auto à l'arrêt, sans paraître les voir. Marchant comme des aveugles, comme des ombres débraillées. Étrangers aux paysans des charrettes, aux citadins des autos, […] ils sont seuls, comme ces mendiants qui ont renoncé à demander l'aumône. C'est le commencement de la déroute. Nous ne le savons pas. Nous

> les prenons pour des traînards, nous croyons que leurs régiments sont loin en avant[2].

Les conséquences immédiates de la défaite furent dévastatrices pour la France. La moitié du pays fut occupée par les troupes allemandes. Dans la zone non occupée au sud, un régime autoritaire, qui fit de la ville thermale de Vichy sa capitale, fut mis en place sous la direction du maréchal Pétain, héros de la Première Guerre mondiale. La démocratie était morte en France. Le pays fut libéré par les Britanniques et les Américains en 1944, et une république démocratique fut rétablie. Mais le traumatisme de la défaite de 1940 marqua durablement le peuple français. Selon l'historien René Rémond, qui était encore jeune homme en 1940 :

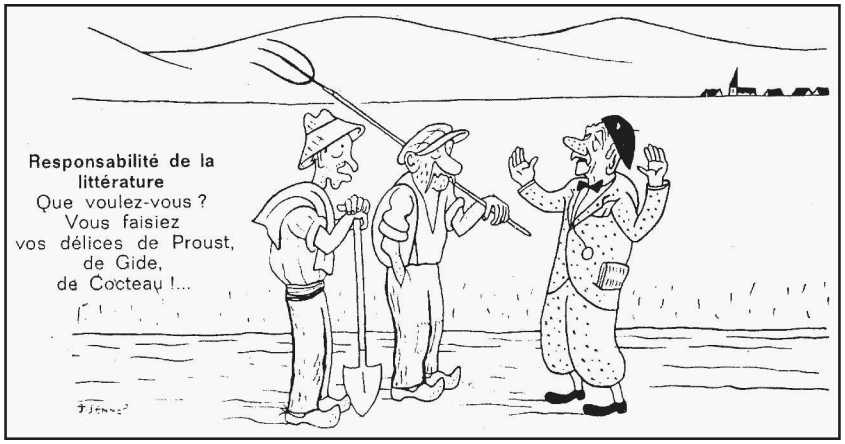
> Il n'y a probablement pas de plus terrible épreuve pour un peuple que la défaite de ses armées : c'est dans l'échelle des crises la catastrophe suprême. Peu importe qu'on ait été auparavant pacifiste ou militariste, qu'on ait détesté la guerre ou qu'on s'y soit résigné comme à une fatalité découlant de la nature des choses […], la défaite crée chez tous un traumatisme profond et durable. Elle atteint en chacun quelque chose d'essentiel : une certaine confiance dans l'existence, une fierté de soi et du groupe auquel on appartient, un amour-propre indispensable[3].

La défaite de la France eut un retentissement dans le monde entier. Pour la journaliste et romancière britannique Rebecca West, qui écrivit peu après les faits, ce fut une tragédie qui « se classe parmi les plus marquantes de l'histoire, tout comme *Hamlet*, *Othello* et *Le Roi Lear* dans le monde de l'art[4] ». Comme l'observait le *New York Times* quelques jours avant la capitulation finale de la France, Paris était considéré dans le monde entier comme « un bastion de l'esprit humain… quand Paris est bombardé, c'est le monde civilisé tout entier qui est bombardé ». En Australie, le *Sydney Morning Herald* proclamait : « L'une des lumières de la civilisation mondiale s'est éteinte. » Le 19 juin, le Premier ministre canadien Mackenzie King déclarait : « Il est minuit en Europe. » La panique régnait à Moscou, où Staline était bien conscient que la défaite de la France permettait à Hitler de tourner à présent son attention vers l'Est. Comme le rappelle Khrouchtchev dans

ses mémoires : « Staline lâcha quelques jurons russes bien sentis et déclara qu'à présent, Hitler allait certainement nous défoncer le crâne[5]. » Il avait raison. Hitler envahit l'Union soviétique en juin 1941. En Extrême-Orient, l'effondrement de la puissance française créa un vide politique dans la colonie française d'Indochine qui attisa les ambitions expansionnistes du Japon. En bref, la défaite de la France déclencha une escalade généralisée : elle contribua à transformer ce qui était jusqu'alors un conflit limité à l'Europe en une véritable guerre mondiale.

La rapidité et l'ampleur de l'effondrement de la France ont suscité bien des interrogations depuis lors. Le ministre britannique des Affaires étrangères, Lord Halifax, écrivait le 25 mai 1940 : « Le mystère de ce qui semble être l'échec des Français est plus grand que jamais. Au cours des deux dernières années, l'armée française était bien le seul roc solide sur lequel tout le monde comptait, et les Allemands ont traversé ses lignes comme ils l'avaient fait avec les Polonais. » Plus tard, dans ses mémoires, Halifax écrivit que la défaite de la France était un « événement qui, à l'époque, paraissait tellement incroyable qu'il en était presque irréel, et s'il n'était pas irréel, alors il était tout à fait catastrophique[6] ». L'écrivain français Antoine de Saint-Exupéry, qui était pilote en 1940 et observa une grande partie de la catastrophe depuis les airs, commence le récit de ses souvenirs de guerre par ces mots : « Sans doute je rêve[7]. »

En France, la recherche de boucs émissaires débuta immédiatement. Au lendemain de la défaite, toute une littérature accusatrice et prompte à l'autoflagellation vit le jour, avec des titres tels que *Les Fossoyeurs* (d'André Géraud), *J'accuse ! The Men who Betrayed France*, plus tard traduit sous le titre *Les hommes qui ont trahi la France* (d'André Simone), *Vérités sur la France* (de Louis Lévy). Un ouvrage publié en 1941 s'intitulait même *Dieu a-t-il puni la France ?* La réponse était oui, bien sûr. En fonction de leurs préférences idéologiques, les gens accusaient les politiciens ou les généraux, les agitateurs communistes ou ceux de la cinquième colonne fasciste, les enseignants ou les industriels, les classes moyennes ou les classes ouvrières. Ils blâmaient, au choix, l'individualisme, le matérialisme, le féminisme, l'alcoolisme, la dénatalité, la déchristianisation, l'éclatement de la famille, le déclin du patriotisme, la trahison, le malthusianisme, la littérature immorale.



1. Ce dessin humoristique de 1941 tourne en dérision les explications les plus moralisatrices avancées à propos de la défaite de 1940. Proust, Gide et Cocteau, les écrivains incriminés par le personnage qui fait la leçon aux deux paysans perplexes, avaient en commun d'être homosexuels.

Le débat sur la défaite de la France dure depuis 1940, mais aujourd'hui, au moins, il est possible d'aborder cet événement avec davantage de sérénité, en laissant de côté la polémique et les accusations. Tel est l'objectif de cet ouvrage : raconter l'histoire de cette défaite, expliquer pourquoi elle est advenue et réfléchir à ses conséquences pour la France et le monde. La première partie du livre présente un récit de la débâcle ; la deuxième analyse les causes et les conséquences de cette défaite à la lumière du récit qui précède.

L'effondrement de la France en 1940 comporte plusieurs aspects : il s'agit à la fois d'une défaite militaire, de l'écroulement d'un système politique, de la rupture d'une alliance entre deux pays et, dans ses dernières phases, de la désintégration presque totale d'une société. Chacun des quatre chapitres narratifs de la première partie abordera donc les événements sous un angle différent. Le premier chapitre examinera les aspects militaires de la défaite : la doctrine militaire française, le réarmement, la stratégie du haut commandement, la conduite des opérations militaires. Le deuxième sera centré sur les relations entre la France et ses alliés : les raisons pour lesquelles la France avait si peu d'alliés en 1939, la façon dont les Britanniques et les Français se percevaient mutuellement, la manière dont ils coopérèrent pendant les combats, et enfin, les relations entre leurs dirigeants. Le troisième chapitre abordera les

aspects politiques de la défaite : le contexte politique français, les structures politiques et les gouvernants de la France, les relations entre politiciens et militaires. Le quatrième chapitre se penchera sur le moral du peuple français : le pacifisme français de l'entre-deux-guerres, l'attitude de la population française envers la guerre, l'entraînement de l'armée française et la manière dont les soldats combattirent lorsque les Allemands attaquèrent.

Dans la deuxième partie, nous examinerons de quelles façons ces différents récits s'articulent entre eux. L'un des quatre facteurs susmentionnés (stratégie militaire, relations avec les alliés, politique, moral) fut-il plus important que les autres ? Comment étaient-ils liés les uns aux autres ? Une défaite aussi catastrophique mettait-elle en cause la nation tout entière ou n'était-elle due qu'à des erreurs de calcul de la part des chefs militaires ? Un événement de cette ampleur a-t-il nécessairement des causes majeures remontant loin dans l'histoire française ? Bien sûr, les réponses à ces questions dépendent en partie des faits, et en partie des positions philosophiques de chacun. L'historien militaire britannique Basil Liddell Hart a écrit un jour que « la guerre n'est pas un jeu qui se gagne par la seule force, mais grâce à l'intelligence et à la finesse de ses dirigeants ». Léon Tolstoï, quant à lui, croyait que, dans une bataille, la victoire dépendait de grandes forces historiques échappant au contrôle de l'individu. Il se moquait de l'idée selon laquelle Napoléon aurait pu maîtriser les événements de la bataille de Borodino et en arrivait au constat suivant : « Lorsque les historiens […] affirment que leurs guerres et leurs batailles ont lieu d'après des plans, dont toutes les dispositions sont préalablement arrêtées, la seule conclusion que nous puissions en tirer, c'est que leurs descriptions sont inexactes[8]. » Cette conclusion pessimiste présente au moins le mérite de nous rappeler que les récits lisses de l'histoire militaire tendent à gommer le véritable chaos des affrontements. Tolstoï nous montre Pierre Bézoukhov errant, perdu sur le champ de bataille de Borodino, à la recherche du front et ne trouvant que de la confusion ; et le Fabrice del Dongo de Stendhal ne découvre que rétrospectivement qu'il a participé à la célèbre « bataille de Waterloo ». C'est pourquoi je me suis efforcé, dans le récit qui suit, de donner autant la parole aux soldats ordinaires qu'aux généraux, diplomates et politiciens.

PREMIÈRE PARTIE

Le récit

« Un bon capitaine ? Mais enfin, dit Pierre, c'est celui qui ne laisse rien au hasard, c'est celui qui devine les projets de son adversaire… »
« C'est impossible ! » s'écria le prince André, comme si cette question était résolue pour lui depuis longtemps. Pierre le regarda, étonné.
« Pourtant, répliqua-t-il, la guerre ne ressemble-t-elle pas, dit-on, à une partie d'échecs ? »
« Avec cette petite différence, reprit le prince André, qu'aux échecs rien ne te presse, et que tu prends ton temps, tout à l'aise… Et puis, le cavalier n'est-il pas toujours plus fort que le pion, et deux pions plus forts qu'un, tandis qu'à la guerre un bataillon est parfois plus fort qu'une division, et parfois plus faible qu'une compagnie ? Le rapport des forces de deux armées reste toujours inconnu. »

Tolstoï, *Guerre et Paix,* t. III,
Paris, Hachette, 1901, p. 23.

Chapitre 1

« Nous sommes vaincus »

16 mai 1940 : Churchill à Paris

Tôt dans la matinée du 15 mai 1940, cinq jours après le lancement de l'offensive allemande à l'ouest, Winston Churchill fut réveillé par un appel téléphonique de Paul Reynaud, le président du Conseil français :

> Il s'exprima en anglais, visiblement très tendu. « Nous avons été défaits. » Comme je ne répondais pas immédiatement, il répéta : « Nous sommes vaincus, nous avons perdu la bataille. » Je répondis : « Cela ne peut tout de même pas être arrivé si vite ? » Mais il répliqua : « Il y a une brèche dans le front, près de Sedan ; ils affluent en grand nombre avec des chars et des véhicules blindés. »

L'appel de Reynaud n'était pas une surprise totale. La veille au soir, il avait déjà envoyé un télégramme à Churchill pour l'avertir que la situation était « très grave » et lui demander dix escadrons de chasseurs britanniques supplémentaires. Churchill tenta de rassurer Reynaud de son mieux, lui rappelant ces moments, en 1914 et 1918, qui avaient semblé tout aussi désespérés.

À la fin de la journée, la gravité de la crise était devenue encore plus évidente. Le général Gamelin, commandant en chef, informa le ministre de la Défense, Édouard Daladier, que la situation était catastrophique. Daladier lui cria au téléphone qu'il fallait absolument contre-attaquer. « Avec quoi ? répondit Gamelin, je n'ai plus aucune réserve entre Laon et Paris. » « Est-ce que cela signifie que l'armée française est battue ? » « Oui, l'armée française est battue. » Plus rien ne séparait les armées allemandes de la capitale française.

Le matin du 16 mai, on se demandait au sein du gouvernement s'il fallait évacuer Paris, comme le recommandait le gouverneur militaire de la ville, le général Héring. On décida de ne pas le faire pour l'instant, afin de ne pas semer la panique parmi la population civile. Au sein de l'administration, cependant, la panique s'était déjà emparée des esprits. Pendant que les politiciens tergiversaient, une épaisse fumée s'élevait au-dessus de la ville : les fonctionnaires du Quai d'Orsay commençaient à brûler des documents pour éviter qu'ils ne tombent entre les mains des Allemands. Les dossiers étaient jetés par les fenêtres et entassés sur un bûcher dans les jardins du Quai. Un haut fonctionnaire, Jean Chauvel, tenta de détruire certains documents dans la cheminée de son bureau, mais ne parvint qu'à mettre le feu à celle-ci[1].

La fumée était visible depuis le palais Bourbon voisin où, à 15 h 30, Reynaud prononça un discours bravache mais creux, qui fut accueilli par une ovation. À 17 h 30, Churchill arriva au Quai d'Orsay pour une réunion avec les dirigeants français. Il s'en souvenait ainsi :

> À aucun moment nous ne nous sommes assis autour d'une table. Tous les visages reflétaient un profond découragement. Devant Gamelin, sur un chevalet d'étude, était exposée une carte d'environ deux mètres carrés censée représenter le front allié. Sur cette ligne on voyait, dessiné, un petit saillant sinistre à Sedan… Le général parla environ cinq minutes sans que personne n'intervienne. Lorsqu'il s'arrêta, il y eut un long silence. Je demandai alors, en anglais : « *Where is the strategic reserve ?* » et, passant au français, que j'utilisais indifféremment (dans tous les sens du terme) : « Où est la masse de manœuvre[2] ? » Le général Gamelin se tourna vers moi et, secouant la tête et haussant les épaules, répondit : « Il n'y en a aucune[3]. »
>
> Il y eut un nouveau long silence. Dehors, dans le jardin du Quai d'Orsay, des nuages de fumée s'élevaient au-dessus de grands brasiers, et je vis par la fenêtre de vénérables fonctionnaires y renverser des brouettes remplies d'archives… Je demandai alors au général Gamelin où et quand il comptait attaquer les flancs du fameux saillant. Il répondit : « Infériorité numérique, infériorité matérielle, infériorité de méthode », puis il haussa les épaules d'un air désespéré.

Churchill était désormais lui aussi convaincu de la gravité de la situation. De retour à l'ambassade britannique, il envoya un

télégramme à Londres pour indiquer que, selon lui, il fallait envoyer six escadrons supplémentaires de chasseurs aux Français, comme ceux-ci l'avaient demandé. Il avertissait que « la résistance française pourrait être brisée aussi rapidement que celle de la Pologne » et concluait ainsi : « J'insiste à nouveau sur l'extrême gravité de la situation. » Plus tard, il écrivit à propos de ces journées dramatiques : « J'étais abasourdi. Que devions-nous penser de la grande armée française et de ses plus hauts responsables[4] ? »

Le mystérieux général Gamelin

Comment était-il possible que six jours seulement après l'attaque allemande, la grande armée française semblât au bord de l'effondrement ? Le général Weygand n'avait-il pas proclamé, dans un discours prononcé à Lille le 14 juillet 1939 : « Je crois que l'armée française a une valeur plus grande qu'à aucune période de son histoire. Elle possède un matériel de première qualité, des fortifications de premier ordre, un moral excellent et un haut commandement remarquable. » Même si une telle déclaration publique, avant tout destinée à galvaniser l'opinion, ne doit pas être prise au pied de la lettre, elle reflétait tout de même l'optimisme général qui régnait au sein du haut commandement français. Le 10 mai 1940, lorsque le général Gamelin, d'ordinaire réservé, apprit que l'attaque allemande avait commencé, on le vit « arpenter le couloir de la casemate en chantonnant à mi-voix avec un air martial et satisfait » ; un autre observateur remarqua qu'« il était en très bonne forme et eut un large sourire[5] ». Peut-être Gamelin était-il soulagé qu'après tant de fausses alertes, l'offensive tant attendue ait enfin lieu, mais sa bonne humeur reflétait également une réelle confiance dans l'avenir.

C'est Gamelin qui, lors d'une réunion le 23 août 1939, avait informé le gouvernement que l'armée était « prête » à faire la guerre. La réunion avait été convoquée immédiatement après la nouvelle fracassante de la signature d'un pacte de non-agression entre l'Union soviétique et l'Allemagne. Dès lors, il paraissait presque inévitable qu'Hitler s'en prenne prochainement à la Pologne, alliée de la France. Tous les chefs d'état-major étaient présents. Daladier leur demanda si la France pouvait rester les bras croisés pendant que la Pologne était rayée de la carte de l'Europe : quelles mesures la France devait-elle prendre ? Gamelin affirma sans équivoque que la France n'avait d'autre choix que d'honorer ses engagements envers

la Pologne. Cela ne signifiait toutefois pas qu'il était prêt à passer à l'offensive. Sa stratégie consistait à se préparer à une « guerre de longue durée ». Les Français, avec leurs alliés britanniques, étoufferaient l'économie allemande par un blocus, tout en renforçant leurs forces armées afin d'être à même de lancer une offensive en 1941 ou 1942. Au bout du compte, la supériorité économique potentielle des Alliés leur donnerait l'avantage militaire, croyait-on ; en attendant, ils seraient en mesure de repousser toute offensive allemande. L'avis de Gamelin rendu le 23 août 1939 avait d'autant plus de poids qu'il contrastait fortement avec les positions qu'il avait défendues un an plus tôt, au moment de la crise de Munich, pendant laquelle il avait tout fait pour dissuader le gouvernement de se lancer dans une guerre qui, selon lui, risquait d'entraîner une « version modernisée de la bataille de la Somme ». De même, en 1936, il avait rejeté l'idée d'une réponse militaire à la réoccupation allemande de la Rhénanie.

Les conseils prodigués par Gamelin en 1939 semblaient d'autant plus fiables qu'il avait la réputation d'être un homme exceptionnellement prudent et pondéré. À d'autres égards, sa personnalité reste pour le moins difficile à cerner ; une des biographies qui lui ont été consacrées s'intitule d'ailleurs, à juste titre, *Le Mystère Gamelin*[6]. Ce mystère est encore renforcé par le fait que notre vision de Gamelin est forcément teintée par la défaite de 1940 : « Un général battu est un chef disqualifié », selon les mots du maréchal Foch, chef des armées françaises pendant la Première Guerre mondiale.

Né en 1872 dans une famille de militaires, Gamelin se fit rapidement remarquer par ses supérieurs pour son intelligence exceptionnelle. Après le déclenchement de la guerre en 1914, il intégra l'état-major du général Joffre. Bien qu'il se fût illustré plus tard sur le terrain, pendant la guerre, c'est surtout en tant qu'officier d'état-major qu'il se forgea sa réputation. On lui attribue un rôle important dans l'élaboration de la stratégie de la bataille de la Marne, qui enraya la progression allemande en septembre 1914. Gamelin était plus cérébral que Joffre mais les deux hommes s'appréciaient. On disait que Gamelin avait emprunté à Joffre son style laconique et imperturbable. Mais si Joffre était plutôt du genre taiseux parce qu'il n'avait souvent rien à dire, ce n'était pas le cas de Gamelin, un intellectuel cultivé qui n'aimait rien tant que parler peinture ou philosophie. De nombreux observateurs trouvaient que Gamelin

tenait davantage du prélat ou de l'universitaire que du soldat. On évoquait souvent sa poignée de main trop « molle ».

La mise à l'écart de Joffre après la bataille de Verdun en 1916 avait enseigné à Gamelin l'importance de cultiver ses relations avec la classe politique. C'est en partie à ses talents dans ce domaine qu'il dut son ascension rapide après 1918. Être l'un des rares militaires de haut rang à ne pas être soupçonné de sympathies antirépublicaines favorisa également sa carrière. En 1935, après le départ à la retraite du général Weygand, Gamelin devint une figure de premier plan dans l'armée française. Commandant en chef désigné pour le temps de guerre et chef d'état-major, il était à la fois chargé de préparer l'armée à la guerre et de la commander en cas de conflit. Le dernier dirigeant à avoir cumulé ces deux fonctions était Joffre en 1911.

Les hommes politiques trouvaient plus reposant d'avoir affaire à Gamelin qu'au général Weygand, un homme colérique et irascible qui recherchait souvent la confrontation, tandis que Gamelin l'évitait à tout prix. Lorsqu'un subordonné lui demandait de choisir entre deux suggestions, il se contentait parfois d'écrire « d'accord » dans la marge, ce qui pouvait être déconcertant. Daladier, qui s'entendait généralement bien avec lui, se plaignit un jour que les conversations avec Gamelin donnent l'impression d'avoir du sable qui glissait entre les doigts. Il était difficile de savoir si Gamelin se montrait évasif parce que sa grande intelligence lui permettait toujours d'envisager plusieurs possibilités, ou parce qu'il n'aimait pas prendre ses responsabilités. Son caractère insaisissable transparaît clairement dans ses mémoires, où il démontre souvent que certaines de ses déclarations pouvaient avoir un sens contraire à ce qu'il semblait vouloir dire à l'époque. Ainsi, son affirmation du 23 août selon laquelle la France était prête pour la guerre s'était avérée par la suite signifier uniquement que l'armée était prête « pour le déclenchement de la mobilisation et la concentration ».

Prêts pour la guerre : canons et chars d'assaut

En 1939, la confiance dont Gamelin faisait preuve était étayée par l'énorme succès du réarmement français au cours de la seconde moitié des années 1930, après des débuts hésitants. Les dépenses militaires avaient été considérablement réduites au cours de la première moitié de la décennie, alors qu'on croyait

encore à la possibilité du désarmement européen et que la crise économique imposait des restrictions budgétaires. Le premier plan de réarmement français, en 1934, fut suivi d'un resserrement budgétaire l'année suivante. Le réarmement ne devint une priorité qu'après la réoccupation de la Rhénanie par l'Allemagne en mars 1936. Cet événement poussa le gouvernement de gauche du Front populaire, nouvellement élu, à annoncer en septembre 1936 un programme de réarmement à hauteur de 14 milliards de francs, prévoyant la production de 3 200 chars d'assaut. En mars 1938, après l'Anschluss, un nouveau programme quadriennal (12 milliards de francs) fut approuvé (il concernait essentiellement l'artillerie et les canons antiaériens). En 1934, les dépenses militaires représentaient un cinquième du budget ; en 1938, elles en couvraient plus du tiers.

Bien que le réarmement remontât à 1934, les résultats furent lents à se faire sentir. La production fut d'abord entravée par toute une série d'obstacles. Après des années de restrictions budgétaires et de sous-investissement, l'industrie française de l'armement était incapable de répondre aux nouvelles commandes. En 1934, les machines-outils des usines françaises avaient en moyenne treize années de plus que celles d'Allemagne (vingt ans d'ancienneté, contre seulement sept outre-Rhin). Dans l'usine Hotchkiss, les pièces étaient encore finies à la main, à l'aide de limes, comme cela se faisait dans les années 1890. Pour ne rien arranger, les militaires comprenaient mal les contraintes de la production d'armes et exigeaient la présentation de nombreux prototypes avant d'approuver la production en série d'un modèle sélectionné. Par exemple, les prototypes du canon antichar de 47 mm – l'un des meilleurs en 1940, tous camps confondus – existaient depuis 1935. Toutefois, à cause des interminables débats au sein de l'armée sur la nécessité de disposer d'un canon aussi gros, puis des innombrables modifications apportées aux caractéristiques techniques, les premiers exemplaires ne furent pas prêts avant janvier 1939. Le remplacement de l'ancien fusil Lebel était en discussion depuis 1926, mais la décision ne fut prise que dix ans plus tard. Un tel perfectionnisme n'incitait pas les industriels à moderniser leurs moyens de production, faute de garantie d'un flux constant de commandes. La production fut également perturbée par les conflits sociaux et les grèves sous le Front populaire (1936-1937). En 1936, le gouvernement du

Front populaire nationalisa une partie de l'industrie de l'armement (principalement dans l'aéronautique) et, si cette politique contribua, à long terme, à la modernisation industrielle, elle engendra, à court terme, de nouvelles perturbations. Malgré l'augmentation des dépenses, la production de chars de combat diminua entre 1936 et 1938.

Ce n'est qu'à partir du début de l'année 1939 que les programmes de réarmement commencèrent à porter leurs fruits. Cette année-là, les usines fournirent 1 059 chars, et 854 au cours des six premiers mois de 1940. Après des débuts balbutiants, ces programmes aboutirent à des résultats remarquables. En 1940, l'armée française disposait, dans le nord-est de la France, d'environ 2 900 chars modernes – un chiffre légèrement supérieur à celui du côté allemand (qui comprenait les chars tchèques que l'Allemagne avait saisis).

Production française de chars

Année	*B1*	*Total*
1934	3	3
1935	–	50
1936	27	467
1937	35	482
1938	25	403
1939	100	1 059
1940 (janvier-juin)	187	854

Source : Robert Frank, *Le Prix du réarmement français (1935–1939)* (1982), 228.

Sur le plan qualitatif aussi, les chars d'assaut français surpassaient les chars allemands. Les comparaisons ne sont pas simples, car il faut prendre en compte de nombreux critères (taille, vitesse, épaisseur du blindage, puissance de feu, manœuvrabilité). Par ailleurs, un char doit être évalué selon le rôle qu'il est censé jouer. Néanmoins, il est généralement admis qu'en termes de performances globales, le meilleur véhicule blindé en 1940 était le SOMUA S35 français, un char moyen, rapide, bien protégé, et doté d'une puissance de feu supérieure à celle de son équivalent allemand (le Panzer III).



2. Après un démarrage assez lent, la mobilisation industrielle française fut un succès, en particulier pour la production de chars. Cette photo prise en février 1940 montre une usine où l'on fabriquait des chars légers.

Les Français disposaient également du meilleur char lourd – le B1 et sa variante améliorée, le B1 bis[7] –, que sa puissance de feu et sa protection rendaient plus redoutable que son équivalent allemand, le Panzer IV. Son blindage était deux fois plus épais que celui de n'importe quel char de combat allemand, et il était armé d'un canon de 47 mm monté sur une tourelle et d'un canon de 75 mm intégré au châssis. Le B1 présentait toutefois quelques inconvénients. Il était plus lent que le Panzer IV (25 km/h contre 40 km/h) et, en raison de sa taille, il consommait beaucoup de carburant, ne pouvant par conséquent être opérationnel que pendant trois à cinq heures et demie. Les chars étaient censés être accompagnés de camions-citernes à chenilles capables de rouler sur tous les terrains mais, ceux-ci n'étant pas assez nombreux, le ravitaillement devait parfois être effectué par des camions-citernes civils – ce qui deviendra un problème majeur en 1940. Le SOMUA et le B1 présentaient un autre inconvénient : leurs canons de tourelle ne pouvaient être actionnés que par un seul homme qui devait charger, viser et tirer. *A contrario*, dans les chars allemands, ces tâches étaient effectuées par deux ou trois hommes, ce qui leur permettait de tirer trois à quatre fois plus vite. Enfin, comme le canon principal du B1 se trouvait dans le châssis et non sur la tourelle, on ne pouvait l'orienter qu'en faisant tourner l'ensemble du véhicule. En bref, le B1 était puissant, mais moins maniable que le Panzer IV.

Si les Français et les Allemands disposaient d'un nombre à peu près équivalent de chars d'assaut, l'artillerie française était nettement plus importante que celle des Allemands (11 200 canons contre 7 710) et comptait une plus grande proportion de canons lourds de gros calibre. Les Français possédaient cependant beaucoup moins de canons antichars que les Allemands. Du fait des retards dans la production du canon de 47 mm, seuls 270 exemplaires étaient prêts au moment de la mobilisation – ce qui était loin de permettre à chaque division d'infanterie de recevoir son quota de douze canons. Les canons de 25 mm, modèle 1934 – moins puissants mais tout aussi efficaces – étaient plus nombreux, quoiqu'en nombre insuffisant eux aussi. De nombreuses divisions devaient donc encore utiliser le modèle de 37 mm datant de la guerre précédente, qui ne pouvait rien contre les chars modernes. Tous ces canons présentaient l'inconvénient de dépendre de chevaux ou de tracteurs pour les remorquer. Plus graves encore étaient les insuffisances de la France en matière de batteries antiaériennes (DCA), avec seulement environ 3 800 canons moyens et lourds du côté français, contre 9 300 allemands. Le canon français le plus puissant, celui de 90 mm, était fabriqué en très petite quantité. De nombreuses unités en étaient donc réduites à utiliser des canons de 75 mm datant de 1918, voire des mitrailleuses légères.

En septembre 1939, le réarmement français était loin d'être achevé, mais si Gamelin était prêt à accepter la guerre, c'était parce que l'accélération de la production d'armes laissait penser que les lacunes subsistantes pourraient bientôt être comblées. Quelques jours seulement après la déclaration de guerre, le gouvernement avait créé pour la première fois un ministère de l'Armement, dirigé par le polytechnicien Raoul Dautry, un remarquable technicien-administrateur qui avait occupé des fonctions importantes dans les chemins de fer français. Mais il y a des limites à ce qu'un homme seul peut accomplir, même doué comme Dautry d'une énergie prodigieuse et d'un sens de l'organisation hors pair. Pendant la drôle de guerre, le réarmement français fut confronté à de nombreux problèmes. Des dizaines de milliers d'ouvriers qualifiés avaient été appelés sous les drapeaux : dans l'immense usine Renault de Boulogne-Billancourt, les effectifs passèrent en quelques jours de 35 000 à 12 000. Même une fois ce chaos résolu et les ouvriers conscrits renvoyés dans leurs usines, il fallut des mois pour que la production reprenne son cours normal. La fabrication de certains chars d'assaut, dont les B1, chuta même au dernier trimestre 1939.

Principales caractéristiques des chars français et allemands

FRANÇAIS						*ALLEMANDS*					
Nom	*Poids (tonnes)*	*Vitesse (km/h)*	*Blindage*	*Armement (n × n mm canon / n mitrailleuse)*	*Membres de l'équipage*	*Nom*	*Poids (tonnes)*	*Vitesse (km/h)*	*Blindage*	*Armement (n × n mm canon / n mitrailleuse)*	*Membres de l'équipage*
B1bis	32	28	60mm	1 × 75 (châssis), 1 × 47 (tourelle) / 2	4	Panzer IV	25	40	30mm	1 × 75 / 2	5
SOMUA S35	20	40	50mm	1 × 47 / 1	3	Panzer III	20	40	30mm	1 × 37 / 2	5
Hotchkiss H39	12.5	20	40mm	1 × 37 / 2	2	Panzer II	15	27	30mm	1 × 20 / 1	3
Hotchkiss H35	11	25	40mm	1 × 37 / 2	2	Panzer I	6	39	13mm	0 / 2	2
Renault R35	10.5	19	30mm	1 × 37 / 1	2						

Au printemps 1940, la situation s'améliorait toutefois. Des efforts importants avaient été fournis pour pallier la pénurie de canons antichars : la production mensuelle de canons de 47 mm avait doublé entre septembre 1939 et avril 1940. En mai, on en comptait environ 1 000. Au moment de l'offensive allemande, il aurait dû y en avoir suffisamment pour que chaque division reçoive son quota, mais nombre d'entre eux étaient sortis si récemment des usines que tous n'avaient pas encore été distribués aux armées.

L'armée de l'air

C'est au sein de l'armée de l'air que se posèrent les problèmes les plus graves. Le réarmement aérien avait débuté en 1934 avec le programme appelé Plan I, qui prévoyait la production de 1 343 avions. Cet afflux soudain de commandes plongea l'industrie aéronautique, alors fragmentée en une quarantaine d'entreprises quasi artisanales, dans le chaos le plus complet. En réalité, à peine livrés, les avions étaient déjà obsolètes, car le Plan avait été lancé à la veille d'avancées technologiques majeures. Ce problème était aggravé par le fait que les modèles commandés dans le cadre du Plan I étaient des avions polyvalents, capables de servir de bombardiers, de chasseurs et d'avions de reconnaissance (BCR). En conséquence, ils n'excellaient dans aucune catégorie en particulier. La décision de construire des BCR était un compromis insatisfaisant, trouvé à l'issue de différends de longue date quant au rôle de l'armée de l'air. De nombreux aviateurs étaient acquis aux idées du théoricien italien Giulio Douhet, qui affirmait que l'armée de l'air était capable de gagner des guerres à elle seule grâce à des bombardements « stratégiques », consistant à cibler les sites industriels pour détruire la puissance économique de l'ennemi. Pour l'armée de terre, cependant, le rôle des forces aériennes se résumait essentiellement à soutenir les opérations terrestres.

Le nouveau plan lancé en septembre 1936 (le Plan II) donnait priorité aux bombardiers – 1 339 bombardiers contre 756 chasseurs –, le nouveau ministre de l'Air, Pierre Cot, s'étant rallié à la théorie du bombardement stratégique. Les résultats du Plan II ne furent guère plus glorieux que ceux de son prédécesseur. Le chaos qui régnait dans les usines fut exacerbé par le programme

de nationalisation du Front populaire. Entre le dernier trimestre de 1937 et le premier trimestre de 1938, la production mensuelle d'avions passa de 40 à 35 appareils en moyenne. C'est en 1936 que la Luftwaffe supplanta l'armée de l'air française, tant en termes de qualité que de quantité. Lorsque le président du Conseil français se rendit à Londres en novembre 1937, son homologue britannique l'interpella sur l'état déplorable de l'armée de l'air française. Quelques mois plus tard, le général Vuillemin, chef d'état-major de l'armée de l'air française, avertit le gouvernement qu'en cas de guerre, l'armée de l'air serait détruite en quelques jours. Il multiplia ces mises en garde tout au long de l'année, en particulier après un voyage en Allemagne en 1938, dont il était revenu très impressionné par la puissance de la Luftwaffe (ce qui était d'ailleurs l'effet escompté). Lorsque Daladier se rendit à Munich, une lettre de Vuillemin l'avait avisé que la France n'avait pour ainsi dire pas de force aérienne digne de ce nom.

Des améliorations urgentes s'imposaient manifestement, et c'est ainsi qu'en mars 1938, le gouvernement décida de donner priorité au réarmement aérien. Cette année-là, pour la première fois, le ministère de l'Air se vit attribuer la plus grande part des dépenses d'armement (42 %). Un nouveau plan (le Plan V[8]) visait à doubler, ou presque, la production existante, les nouveaux avions étant majoritairement des chasseurs (41 %), contre 34 % de bombardiers. Ce changement de stratégie s'expliquait en grande partie par le fait que les chasseurs étaient plus rapides et moins coûteux à construire – et parce qu'on savait que les Britanniques disposaient de bombardiers. Mais cela montrait également que l'armée de l'air française s'éloignait de la doctrine du bombardement stratégique et s'ouvrait davantage à l'idée d'une coopération entre armée de l'air et armée de terre. En France, on avait noté l'efficacité avec laquelle l'armée de l'air allemande avait soutenu les opérations terrestres pendant la guerre civile espagnole. On tarda cependant à traduire ces observations en nouveaux principes opérationnels. Ainsi, rien ne fut entrepris pour produire des bombardiers en piqué semblables à ceux utilisés en Espagne pour soutenir l'offensive des troupes terrestres. L'armée de l'air française envisageait sa coopération avec l'armée de terre dans une perspective avant tout défensive : fabriquer des chasseurs pour empêcher les avions ennemis de pénétrer dans l'espace aérien français.

Réarmement aérien

Nom du plan	*Date*	*Total*
Plan I	Avril 1934	1 343
Plan II	Septembre 1936	2 851
Plan V	Mars 1938	4 739
Plan V (révision)	Mars 1939	5 133
Plan V (révision)	Septembre 1939	8 176

Le Plan V fut par deux fois revu à la hausse entre Munich et la déclaration de guerre. Il s'accompagna également d'investissements considérables dans la modernisation des usines : 4 milliards de francs entre janvier 1938 et juin 1940. Après Munich, Albert Caquot, un ingénieur qui, jusqu'en 1934, avait été le très efficace directeur général technique du ministère de l'Air, fut rappelé à ce poste et nommé à la tête des sociétés nationales d'aéronautique. Enfin, en 1939, ces efforts commencèrent à porter leurs fruits : entre novembre 1938 et septembre 1939, la production mensuelle d'avions passa de 41 à 298 appareils. En effet, en l'espace de deux ans, une industrie aéronautique moderne avait été créée pratiquement *ex nihilo*, comme en témoigne l'augmentation spectaculaire des effectifs dans les usines aéronautiques.

Lors de la réunion du 23 août au cours de laquelle Gamelin se déclara prêt pour la guerre, Guy La Chambre, le ministre de l'Air, prit également la parole. Moins optimiste que Gamelin, il reconnut toutefois que la situation de l'armée de l'air s'améliorait. Même si la pénurie de bombardiers était vouée à se prolonger jusqu'en 1940, la Grande-Bretagne pourrait y remédier à court terme. Il concluait ainsi : « la situation de notre aviation ne doit plus peser sur les décisions du gouvernement comme elle l'avait fait en 1938 ». Le général Vuillemin ne s'exprima pas mais, dans une note qu'il adressa trois jours plus tard à Guy La Chambre, il se montra plus prudent, soulignant que le parc de bombardiers français n'avait guère augmenté depuis Munich. Mais même Vuillemin estimait que dans un délai de six mois, les forces aériennes conjointes des Alliés seraient capables d'égaler celles de l'Axe – un pronostic qui contrastait avec ses prédictions catastrophistes de l'année précédente, sans pour autant refléter une position franchement favorable à l'entrée en guerre.

Après la déclaration de guerre, les objectifs du Plan V furent une nouvelle fois revus à la hausse, mais la mobilisation eut un impact délétère sur l'industrie aéronautique. En deux mois, la production chuta ; désespéré, Caquot démissionna en janvier 1940.

Pour ne rien arranger, les fabricants de pièces de rechange et d'accessoires n'avaient pas réussi à suivre le rythme effréné de la production industrielle aéronautique, et il fallait ensuite procéder aux essais et réglages finaux, ce qui pouvait prendre des semaines. Ainsi, les chiffres de production mensuels surévaluent le nombre réel d'avions prêts au combat dont disposait l'armée.

Effectifs employés dans l'industrie aéronautique

Date	*Effectifs*
Novembre 1934	21 500
Décembre 1936	35 200
Mai 1938	48 000
Janvier 1940	171 000
Mai 1940	250 000

Source : Patrick Facon, *L'Armée de l'air dans la tourmente : La Bataille de France 1939–1940* (1997), 133.

Production aéronautique pendant la drôle de guerre

Mois	*Production prévue*	*Production réelle*
Octobre	422	254
Novembre	615	296
Décembre	640	314
Janvier	805	358
Février	1 066	279
Mars	1 185	364
Avril	1 375	330
Mai	1 678	434

Source : Patrick Facon, *L'Armée de l'air dans la tourmente*, 134.

La situation était si préoccupante qu'après Munich, Daladier était prêt à recourir à presque n'importe quel expédient financier pour combler le déficit aérien français : aussi avait-il chargé le banquier

Jean Monnet d'acheter des avions aux États-Unis. Au début de l'année 1939, Monnet leur commanda donc 550 avions. Après la déclaration de guerre, désormais à la tête du comité d'achats franco-britannique, il négocia un accord pour l'acquisition de 4 500 avions supplémentaires, dont la livraison n'était toutefois prévue qu'à partir du mois d'octobre 1940. Lors de l'offensive allemande, seuls 200 de ces avions américains environ se trouvaient sur le territoire français, prêts à être déployés.

L'espoir exprimé par Vuillemin en août 1939 de voir les Alliés rattraper leur retard sur les Allemands dans les six mois était loin d'être atteint, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. La plupart des bombardiers français étaient encore obsolètes, et les modèles plus récents commençaient à peine à arriver. Le meilleur chasseur français, le Dewoitine D520, dont la vitesse maximale pouvait atteindre 600 km/h, n'avait rien à envier aux avions allemands, mais les prototypes ne virent le jour qu'à l'automne 1939. La production avait été lancée en décembre, mais en mai 1940, seuls 80 exemplaires étaient disponibles. Au moment de l'armistice, 430 appareils supplémentaires étaient prêts – et les Allemands les utilisèrent sur le front de l'Est en 1941.

Type d'avion

Type d'avion	*Français*	*Allemand*
Chasseurs	632	1 210
Bombardiers	262	1 680
Avions de reconnaissance	392	640
TOTAL	1 286	3 530

Source : Patrick Facon, *L'Armée de l'air dans la tourmente*, 169.

Quant au nombre total d'avions, il existe de nombreuses estimations des effectifs respectifs des forces aériennes françaises et allemandes en mai 1940, réalisées selon différents critères. Faut-il prendre en compte le nombre total d'avions, le nombre d'avions opérationnels, ou uniquement les appareils déjà intégrés dans des escadrons ? Faut-il inclure à la fois les avions modernes et les anciens ? Faut-il compter tous les avions de l'armée de l'air ou seulement ceux mobilisés sur le front nord-est ? Quel que soit le

principe retenu, le rapport de force entre la France et l'Allemagne reste peu ou prou le même. Le tableau ci-dessus présente l'estimation la plus récente du nombre total d'avions de l'armée de l'air stationnés sur le sol français et prêts à intervenir au 10 mai 1940, et son équivalent allemand.

Même avec les 416 avions britanniques positionnés sur le sol français, les Alliés étaient loin d'égaler les effectifs allemands. L'infériorité du stock de bombardiers dont disposaient les Alliés était particulièrement flagrante. Lorsque les combats commencèrent le 10 mai 1940, l'armée de l'air française était encore loin d'avoir remporté la course contre la montre pour rattraper l'Allemagne.

Doctrine militaire française : un État-major « retiré sur son Sinaï » ?

À quel type de guerre l'armée française s'attendait-elle et quel usage comptait-elle faire de ses armes ? On a souvent dit que, par complaisance, conservatisme et paresse intellectuelle, les Français n'avaient pas su moderniser leur pensée militaire et se préparaient à mener la même guerre qu'en 1914-1918. En 1950, l'enquête parlementaire sur les causes de la défaite de la France concluait : « L'État-major général retiré sur son Sinaï parmi ses vérités révélées et les vestiges de sa gloire passée vivait en marge des événements, consacrant tous ses efforts à ravauder une organisation dépassée par les faits[9]. » Était-ce avéré ?

Le principal reproche adressé à l'armée française était de ne pas s'être adaptée à la perspective d'une guerre de mouvement et de ne pas avoir envisagé le regroupement des chars afin de les déployer de manière offensive et autonome, plutôt qu'en appui de l'infanterie comme lors de la Grande Guerre. L'un des premiers partisans de cette utilisation des chars, le général Jean-Baptiste Estienne, surnommé le « père des chars », avait dès 1919 commencé à plaider en faveur du développement de chars lourds de percée capables d'opérer indépendamment de l'infanterie. Inspecteur des chars de combat entre 1921 et 1927, Estienne lança des études sur la conception de forces blindées. Malgré le déclin de son influence sur les stratégies militaires, les prototypes de chars lourds qu'il avait commandés en 1921 furent les ancêtres du B1. Sans lui, la France n'aurait sans doute pas disposé de chars lourds en état de marche au début des années 1930.